



La chronique
de
**Jean-Bernard
Vuillème**

Tout Pour les Routes

L'Express du 6 octobre indiquait que les 725 mètres du tunnel routier sous Champ-Coco coûteront à eux seuls 29 millions de francs. On lisait que « l'attitude de l'Etat plaît beaucoup » à l'entrepreneur Ricardo Bosquet : « Sa confiance comme son argent assurent la pérennité de nos entreprises », disait-il. Dans la même édition, on apprenait que le gouvernement chipote autour d'une somme annuelle de 800.000 francs qui permettrait justement au Théâtre populaire romand de sortir du tunnel, et que l'Etat « ne dispose pas de bases légales suffisantes » pour prendre en charge tous les ans une dépense de cet ordre.

Tout est là : Neuchâtel a une politique routière, mais n'a pas de politique culturelle. La notion de limite financière a été quasi abolie pour la création des routes, tandis que l'argent nécessaire à la création culturelle n'est concédé qu'à titre d'obole. D'un côté, une royale ambition et de l'autre une sorte d'aumône pour les pauvres. Seigneurs du béton et mendiants de la culture. Il n'est donc pas surprenant d'entendre simultanément

M. Bosquet bénir l'Etat et M. Charles Joris, directeur du TPR, clamer son écœurement. Près de trente ans que le TPR creuse son tunnel ! Pour y voir vraiment clair, il serait temps de dépasser la politique des bouts de chandelles.

Les sommes en jeu sont évidemment incomparables. Il ne s'agit pas de jouer les routes contre les troupes, mais d'illustrer par cet exemple le sens de l'expression *volonté politique*. L'Etat de Neuchâtel affirme d'un côté de hautes ambitions industrielles, s'en donne les moyens, et de l'autre se ratatine dans une mentalité grippe-sous d'arrière province. Si le pouvoir politique refuse de soutenir *efficacement* la seule troupe professionnelle de la région, celle dont le rayonnement dépasse les frontières cantonales, il devrait ensuite faire l'effort de réviser ses discours de cantine et cesser de gémir à la moindre occasion sur le thème de la marginalisation des régions de l'Arc jurassien.

Pas plus qu'une route, une troupe professionnelle ne peut exister sans les deniers publics. Le gouvernement

plaide inlassablement sa politique routière auprès de la Confédération et des cantons. Il ne lève pas un petit doigt pour secouer les Jurassiens et les Bernois, comme si leur refus d'adhérer à la fondation du TPR provoquait à Neuchâtel quelque secret soulagement. Comme si l'on préférerait au Château un calcul d'épicier à un choix politique, quel qu'il soit, sur la question de la création théâtrale.

Si rien ne se passe, c'est le TPR qui trépassé. Quand il n'y aura plus grand chose à défendre, l'Etat accouchera peut-être enfin d'une politique culturelle qui nous vaudra quelques fonctionnaires supplémentaires. On verra peut-être s'ouvrir un musée du TPR en souvenir du bon vieux temps où il n'était pas populaire. J'espère qu'une volonté se manifeste assez tôt, et pas seulement dans les partis de gauche. Que signifie le silence des artistes et des intellectuels ? Si même la cause du théâtre ne vaut pas d'être défendue, les tunnels déboucheront un jour dans le désert qu'un pays portait en lui. /jbv